

3-1 Les défis globaux de l'Europe

- Date : 13 Juin 2026 11:00
- Lieu: Hotel Hilton, Kalastajatorpa
- Intervenant : **Juha Mäkelä**, Directeur Finish Institute in the Middle East

Résumé

La conférence offre une analyse complète des dynamiques récentes au Moyen-Orient, basée sur l'expertise de l'orateur en langues, études du Moyen-Orient et rôles de défense. Elle couvre la « Guerre de Quarante Jours » de février à avril, au cours de laquelle les États-Unis et Israël ont attaqué l'Iran, et les actions du Hezbollah ont provoqué des incursions israéliennes dans le sud du Liban, établissant une zone tampon d'environ 50 km. La conférence détaille les changements militaro-techniques (par exemple, les drones guidés par fibre optique), la répartition des pertes et le ciblage étendu qui incluait des infrastructures civiles telles que les centres de données. Elle explore la médiation de paix en cours et prospective – en particulier le rôle du Pakistan – et un protocole d'accord proposé potentiellement signé à Genève, menant à un cessez-le-feu de 60 jours et à des efforts pour rouvrir le détroit d'Ormuz. Les conditions iraniennes pour la paix sont exposées, soulignant des demandes que les États-Unis et Israël sont peu susceptibles d'accepter. La conférence prévoit une tension soutenue, des opérations complexes de déminage, des impacts économiques régionaux, des alignements évolutifs (y compris les relations des États du Golfe avec Israël, l'engagement de l'OTAN européenne) et des risques croissants de prolifération nucléaire. Les questions de l'auditoire abordent les avoirs gelés, les sanctions européennes, les désignations des Gardiens de la Révolution et l'étendue des liens nucléaires saoudo-pakistanaï. L'orateur conclut qu'une « nouvelle normalité » de tension prolongée est probable, avec des perspectives limitées de paix à court terme et des répercussions mondiales importantes.

1. Contexte et Expertise de l'Orateur

- Maîtrise des langues et orientation académique
 - L'orateur est devenu bilingue en français entre 2005 et 2006 et était pressenti pour un poste à l'état-major militaire de l'UE à Bruxelles, mais a été remplacé par un officier supérieur. Motivé par ce revers, il s'est inscrit à l'Université d'Helsinki en 2008 pour des études arabes et s'est depuis spécialisé dans les études du Moyen-Orient, maîtrisant désormais dix langues.
 - Au-delà de l'arabe, il a étudié le farsi (persan moderne), pas encore au niveau professionnel, et l'ourdou (langue officielle du Pakistan) pendant un an à l'Université d'Helsinki. Il vise, au cours d'une mission de trois ans en tant que directeur du Moyen-Orient, à atteindre la maîtrise du farsi et la capacité de lire des livres en ourdou.
- Missions et rôles au Moyen-Orient
 - En 2011, il a été chercheur invité au Centre Al Ahram en Égypte (un groupe de réflexion sous l'égide du ministère égyptien des Affaires étrangères), a vécu en Égypte avec sa famille pendant les périodes volatiles post-Moubarak, a donné des conférences à l'École diplomatique d'Égypte sur la sécurité globale et a observé les troubles civils, y compris l'incendie du siège du Parti national démocratique.
 - De 2019 à 2022, il a été attaché de défense de la Finlande en Turquie, avec des accréditations croisées au Liban et en Géorgie, couvrant les questions du Caucase et du Moyen-Orient. Il a participé à des briefings de l'état-major général turc pendant le COVID (port du masque), a assisté à des réceptions pour les fêtes nationales et les journées

des services armés au milieu d'un calendrier diplomatique chargé. Il a rencontré la personnalité libanaise Joseph Aoun trois fois et a conversé en arabe ; il note qu'Aoun est maintenant président du Liban et espère des relations de travail renouvelées puisque son institut est situé à Beyrouth.

- Il a observé les activités de défense turques, y compris les exercices en Méditerranée, et fait référence aux réceptions cérémonielles au palais du président Erdogan, avec des gardes du corps en uniformes traditionnels ottomans.
- Recherche universitaire sur la gouvernance au Moyen-Orient
 - Il a achevé une thèse de doctorat en 2023 sur l'Égypte et la Jordanie, étudiant la « sécurocratie » : une gouvernance où les élites de sécurité dirigent le pays en coulisses tandis que le président sert de point focal visible, recevant des éloges ou des critiques mais n'étant pas le principal décideur.
 - Il met en évidence la calligraphie arabe associée rendant des termes proches de « technocratie et alliances », reflétant l'accent mis sur le pouvoir technocratique et les coalitions d'élites dans la politique du Moyen-Orient.

2. La Guerre de Quarante Jours (Février-Avril)

- Chronologie, noms de code et parties
 - Un conflit de 40 jours a eu lieu de février à avril 2026. Les États-Unis et Israël ont attaqué l'Iran ; les tirs de roquettes du Hezbollah sur Israël ont entraîné l'implication du Liban, le Liban étant exposé aux attaques à partir du 2 mars.
 - Noms des opérations : États-Unis — Epic Fury ; Israël — Roaring Lion ; Iran — Guerre du Ramadan (commencée pendant le mois sacré du Ramadan).
- Résultats et changements territoriaux
 - Le régime iranien a survécu ; l'Iran a étendu ses frappes aériennes au-delà de l'Irak aux pays arabes voisins, surprenant les observateurs par sa résilience et sa portée.
 - Israël a envahi le sud du Liban et a étendu le territoire contrôlé d'environ 50 km au-delà de sa frontière, dépassant la ligne Litani jusqu'aux environs de la rivière Sahranic et du château de Pohor (croisé) (XIe siècle), indiquant une incursion plus profonde justifiée par des besoins militaro-techniques.

3. Innovations Militaro-Techniques et Justification de la Zone Tampon

- Drones guidés par fibre optique
 - Les drones guidés par fibre optique développés en Ukraine utilisent des câbles dont la longueur maximale actuelle est d'environ 50 km, ce qui les rend insensibles au brouillage GPS et à l'usurpation d'identité.
 - L'établissement par Israël d'une zone tampon de 50 km au Liban atténue la menace de tels drones, alignant la distance de la zone tampon sur la portée effective maximale du câble pour empêcher les opérateurs de drones d'atteindre les cibles israéliennes.
- Dynamique rapide de la course aux armements
 - Les cycles arme contre anti-arme en Ukraine se produisent à des intervalles d'environ deux semaines ; une innovation rapide similaire est attendue au Moyen-Orient, étendant potentiellement les portées effectives au-delà de 50 km.

- Israël, malgré un brouillage GPS et une guerre électronique de classe mondiale, a été surpris par les tactiques de drones attachés non brouillables ; cela est devenu un argument de propagande soulignant l'innovation.

4. Modèles de Ciblage et Victimes

- Répartition des frappes iraniennes
 - Environ 80 % des frappes iraniennes ont visé les pays du Golfe et la Jordanie ; les Émirats arabes unis ont été les plus exposés, subissant plus de 2 800 attaques de drones et de missiles pendant la phase chaude de la guerre.
 - Seulement environ 20 % des frappes iraniennes ont été dirigées contre Israël.
- Justification du ciblage et réponses de défense
 - L'Iran a justifié le ciblage d'actifs militaires, en particulier les bases américaines dans les États du Golfe. Les frappes ont été un choc en raison de l'insuffisance des défenses antimissiles dans les pays touchés.
 - Les États arabes du Golfe ont critiqué les États-Unis pour s'être concentrés sur la défense d'Israël ; plus tard, Israël aurait soutenu la défense aérienne des Émirats arabes unis en déployant ses systèmes aux Émirats.
 - La normalisation des Émirats arabes unis et de Bahreïn via les Accords d'Abraham contraste avec les tensions des autres États avec Israël ; les propositions de normalisation plus larges, comme l'a affirmé le président Trump, semblent discutables dans le climat actuel.

5. Infrastructures Civiles et Terminologie de la Guerre Hybride

- Cibles civiles et allégations de double usage
 - L'Iran a ciblé des infrastructures civiles telles que les centres de données Amazon dans les pays du Golfe, affirmant qu'elles servaient à des fins militaires (informatique de pointe et IA aidant au ciblage). L'argument du double usage a fait des centres civils des cibles militaires légitimes.
- Travaux universitaires sur la guerre hybride
 - L'orateur a co-édité un livre à paraître (14 articles) visant à unifier la terminologie autour de la guerre hybride, en faisant le pont entre les usages européens de la « guerre hybride » et les traditions de conflit du Golfe. Co-éditeurs : Antti Silvapakka (Finlande) et Fadel Salama (Koweït, noté comme le premier docteur koweïtien en cybersécurité). Issu d'un séminaire de Cambridge en juillet ; le livre est disponible en commande via Springer, avec une sortie prévue en septembre.

6. Dynamiques et Participants à la Médiation de Paix

- Rôle de médiateur du Pakistan
 - Le Pakistan agit en tant que médiateur de paix en raison d'échanges éducatifs militaires de longue date avec l'Iran (officiers pakistanais à Téhéran et vice versa), ce qui lui donne un accès unique au Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI), qui est autrement fermé et opaque.
- Implication multilatérale selon la doctrine Ahtisaari

- Les négociations impliquent les États-Unis, Israël, l'Iran, avec la Chine en tant qu'observateur, et l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Égypte inclus pour assurer l'adhésion régionale, conformément aux principes de l'Initiative de gestion des crises de la Finlande (héritage du prix Nobel de la paix d'Ahtisaari).
- Disparités d'expérience entre les négociateurs
 - Les négociateurs iraniens sont des vétérans de la guerre Iran-Irak (1980-1988) et du CGRI, tandis que les négociateurs américains sont caractérisés comme des « nouveaux venus » manquant d'une vaste expérience du Moyen-Orient, ce qui affecte la dynamique des négociations.

7. Protocole d'Accord Proposé, Cessez-le-feu et Réouverture d'Ormuz

- Accord prospectif et calendrier
 - Le président Trump aurait déclaré qu'un protocole d'accord (MOU) pourrait être signé au cours du week-end à venir, ce qui pourrait conduire à un cessez-le-feu de 60 jours et à l'ouverture du détroit d'Ormuz. Des négociations ultérieures auraient lieu sur « seize jours » (comme indiqué dans la conférence), bien que l'attente plus large soit un va-et-vient prolongé.
- Conditions iraniennes et positions américaines/israéliennes
 - Demandes de l'Iran :
 - Fin des hostilités américaines/israéliennes et autorisation de poursuivre l'enrichissement d'uranium « pacifique » (souligné comme probablement inacceptable pour les États-Unis).
 - Reconnaissance du contrôle de l'Iran sur les passages maritimes du détroit d'Ormuz ; actuellement fermé, utilisé comme levier.
 - Un accord de paix englobant le Liban ; les États-Unis/Israël préfèrent des voies séparées (Ormuz contre Liban).
 - Retrait de toutes les bases militaires américaines de la région – un défi pour les États du Golfe qui dépendent des garanties de sécurité américaines.
 - Indemnisation pour les infrastructures civiles détruites, fin des sanctions et restitution des avoirs gelés.
 - Approbation et codification de toutes les conditions par le Conseil de sécurité de l'ONU.
 - L'orateur estime que cette liste est largement « inacceptable » pour les États-Unis et Israël, rendant un accord global peu probable. Même avec un protocole d'accord, le blocus et la tension pourraient persister comme une « nouvelle normalité », avec des échanges continus à faible seuil.

8. Avoirs Gelés, Sanctions et Obstacles Juridico-Politiques

- Contraintes américaines et européennes
 - Une partie importante des avoirs iraniens est gelée/confisquée par les États-Unis ; le Trésor américain devrait agir pour les libérer. L'Iran considère la restitution des avoirs comme une condition préalable au protocole d'accord. L'objectif principal de Trump est le retrait/transfert de l'uranium enrichi d'Iran ; des concessions sur les avoirs pourraient être nécessaires pour y parvenir.

- L'auditoire note que les avoirs iraniens sont également gelés en Europe ; l'orateur souligne que les pays européens ont désigné le CGRI comme une organisation terroriste, ce qui implique qu'un vaste retour en arrière juridique et politique serait nécessaire pour normaliser les relations.
- CGRI et mines maritimes
 - Le CGRI a probablement posé des mines marines le long des principales routes maritimes ; les estimations varient de centaines à des milliers, déployées à la hâte la nuit avec un suivi médiocre, nécessitant des opérations étendues de détection, de classification et de déminage.
 - Un groupe de planification multinational (pays européens, Japon, Corée du Sud, Australie) se prépare à l'ouverture du détroit d'Ormuz après la paix, tirant les leçons du déminage du Koweït après l'opération Tempête du désert (environ un an d'opérations).

9. Sécurité Maritime et Opérations de Déminage

- Trafic actuel et guidage
 - Les principales routes maritimes sont dangereuses ; l'Iran guide le trafic le long de sa propre côte et perçoit des frais ; les États-Unis ont escorté certains navires près de la côte omanaise. Les routes côtières iraniennes du nord et près d'Oman sont relativement ouvertes, mais la zone rouge centrale reste dangereuse.
- Exigences opérationnelles et calendrier
 - Le déminage à grande échelle nécessite des mois à un an, des ressources importantes et un accord de cessez-le-feu vérifié par toutes les parties avant le début. Le précédent de l'opération Tempête du désert dans le golfe de Koweït est l'exemple de référence.

10. Impacts sur l'Europe et les Économies Régionales

- Énergie et logistique
 - L'Europe est confrontée à une crise énergétique mondiale avec des prix élevés de l'essence et du diesel, conséquences directes des perturbations d'Ormuz.
 - La planification met l'accent sur le déminage plutôt que sur l'escorte de navires pour rétablir des routes maritimes sûres.
- Sanctions et détente régionale
 - La fin potentielle des sanctions contre l'Iran soulève des questions sur la détente entre l'Iran et les États du Golfe. L'Iran a récemment évité de frapper l'Arabie saoudite et les Émirats, se concentrant sur le Koweït, Bahreïn et la Jordanie – des lieux associés aux opérations des avions de chasse américains contre l'Iran.
- Besoins de reconstruction
 - En Irak et dans toute la région, la destruction étendue des centres de données, des aéroports et des ports nécessitera une aide à la reconstruction. Le sommet de l'OTAN à Ankara (juillet) pourrait aborder les demandes accrues de coopération des États du Golfe avec les membres européens de l'OTAN, la confiance dans les États-Unis s'étant érodée ; la Chine est envisagée, mais les États du Golfe pourraient préférer les partenariats européens.
- Propagande et stabilité économique

- La propagande iranienne dépeint le détroit d'Ormuz comme les « eaux de pêche » de l'Iran, piégeant symboliquement les F-35/F-16 américains. La destruction des raffineries d'Al-Fujairah (EAU) a réduit les revenus pétroliers du Golfe, mettant à rude épreuve la cohésion intérieure alors que les États peinent à maintenir les paiements aux citoyens.
- Alternatives envisagées : pipelines à travers le désert saoudien et liaisons ferroviaires de l'Arabie saoudite via la Turquie vers l'Europe pour atténuer l'insécurité maritime.

11. Évaluation Stratégique et Calcul Politique

- Victoires partielles et poursuite du conflit
 - États-Unis : capacités militaires iraniennes affaiblies ; Trump cherche à contrôler/retirer l'uranium enrichi.
 - Israël : capacités adverses dégradées, établissement de la zone tampon de 50 km au Liban ; Netanyahu, motivé par sa survie politique personnelle, n'est pas pressé de faire la paix et peut poursuivre les opérations avec le consentement des États-Unis. Israël peut maintenir le Liban dans une situation instable de manière indépendante, mais a besoin de l'approbation des États-Unis pour continuer contre l'Iran/l'Irak.
 - Iran : la survie du régime renforce le pouvoir du CGRI ; volonté de continuer sous pression.
- Dynamique Netanyahu et Trump
 - L'orateur estime que Netanyahu a convaincu Trump d'entrer en guerre, Trump s'attendant à une victoire rapide similaire aux efforts contre le Maduro du Venezuela. Des résultats contraires ont laissé les États-Unis empêtrés dans le conflit du Moyen-Orient, compliquant les élections de mi-mandat américaines et incitant Trump à chercher une sortie. Netanyahu et le CGRI ne sont pas pressés, prolongeant les responsabilités des États-Unis.

12. Risques de Prolifération Nucléaire et Capacités « Virtuelles »

- Débats régionaux et mondiaux
 - Les États du Moyen-Orient pourraient conclure que la possession d'armes nucléaires dissuade les attaques ; les débats sur les parapluies nucléaires étendus s'intensifient en Europe/OTAN et au Moyen-Orient.
 - Les évaluations d'experts suggèrent que si l'Iran obtient des armes nucléaires, l'Arabie saoudite en chercherait pour équilibrer, potentiellement suivie par la Turquie et l'Égypte. Le Pakistan (depuis 1998) reste le seul État à majorité musulmane doté d'armes nucléaires.
- Liens saoudo-pakistanaï
 - Décembre (l'année dernière) : l'Arabie saoudite et le Pakistan ont convenu d'un pacte de défense mutuelle, symboliquement significatif compte tenu du statut nucléaire du Pakistan, bien que les armes nucléaires n'aient pas été incluses. L'auditoire affirme qu'un accord confidentiel il y a environ 20 ans engageait le Pakistan à transférer des armes nucléaires à l'Arabie saoudite en cas d'urgence, à l'instar de la « dissuasion élargie » ; l'orateur est d'accord, notant des États nucléaires « virtuels » similaires en Asie (Corée du Sud, Japon), Taïwan étant également mentionné par l'auditoire.
- Concept de capacité virtuelle

- La « puissance nucléaire virtuelle » fait référence aux États possédant le savoir-faire technique et l'infrastructure nucléaire civile qui pourraient être rapidement convertis en applications militaires si nécessaire. Les conséquences de la guerre augmentent l'intérêt des États arabes à développer de telles capacités pour contrer la domination israélienne perçue.

13. Relations du Golfe, OPEP et Rivalités Régionales

- Faille EAU-Arabie saoudite et alignements régionaux
 - Après les Accords d'Abraham et le retrait des Émirats arabes unis de l'OPEP, les tensions se sont accrues entre les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Les ports saoudiens de la mer Rouge offrent des routes d'exportation alternatives ; les Émirats arabes unis restent géographiquement contraints au golfe Persique.
 - Crise du Soudan : l'Arabie saoudite soutient le gouvernement, tandis que les Émirats arabes unis soutiennent les Forces de soutien rapide, approfondissant leur rivalité.
- Perspectives de paix
 - L'orateur est pessimiste quant à une paix à court terme ; il anticipe une « nouvelle normalité » de tensions persistantes dans le Golfe et des impacts économiques mondiaux à long terme. Une « lueur d'espoir » via une transition verte accélérée est interrogée par l'auditoire, mais la conférence n'offre pas de perspective positive concrète, soulignant l'instabilité prolongée.